



Région Centre

CONSEIL REGIONAL

Un appel de Jean-Michel Bodin
Président du Groupe Communiste au Conseil Régional

Pour desserrer l'étau du libéralisme en Europe :

Un NON progressiste portera l'exigence
d'une Europe sociale, démocratique, solidaire

Les élus et militants communistes de la région Centre s'engagent à tout faire pour que le projet de constitution européenne élaboré par les forces conservatrices et libérales de l'Europe soit rejeté et que soit mis en chantier un autre traité.

Ce projet de constitution Giscard d'Estaing Chirac valide, prolonge et renforce le caractère ultra - libéral que les différents traités comme celui de Maastricht ont donné à la construction européenne.

Les délocalisations, le chômage, la précarité, les attaques contre les services publics, les réductions des dépenses sociales, la croissance des inégalités et de la pauvreté sont les résultats d'une politique européenne orientée vers la satisfaction des marchés financiers.

Il n'est pas acceptable que cette orientation ultra - libérale soit inscrite dans le marbre de la constitution européenne, dans un texte constitutionnel.

Ce serait renoncer à l'Europe sociale, démocratique, solidaire que les forces progressistes en France et en Europe veulent promouvoir.

Le projet de constitution constitue une véritable camisole de force visant à pérenniser pour 30 ou 50 ans toutes les mesures les plus néfastes pour les peuples :

- La libéralisation totale des mouvements de capitaux, sans harmonisation fiscale, les délocalisations démultipliées qui cassent nos territoires et brisent les hommes.

- L'ouverture obligatoire de tous les services publics et toutes les entreprises publiques à la concurrence,
- Une banque centrale européenne totalement coupée du Parlement,
- Des critères de convergence visant à réduire les dépenses sociales et publiques avec toutes les conséquences négatives sur l'emploi, sur la réalisation des projets de nos collectivités territoriales en faveur des habitants.

Ce projet de constitution peut et doit être mis en échec. Les élus communistes et républicains font tout pour rassembler les forces qui résistent à ces régressions, pour que ce projet de constitution soit rejeté.

Ils font tout pour qu'une dynamique sociale et politique permette de mettre l'Europe sur la voie du progrès social et démocratique, de la coopération et de la paix.

Un nouveau traité est nécessaire, tous ensemble construisons une alternative progressiste, sociale, solidaire et humaine pour la France et l'Europe.

Je lance un appel à celles et ceux qui ne veulent pas accepter l'inacceptable, celles et ceux qui ne veulent pas s'accommoder de la politique du moindre mal du politiquement correct :

« Travaillons ensemble pour qu'en région Centre comme en France s'engage une construction nouvelle pour l'Europe, une alternative de progrès à l'Europe libérale. »